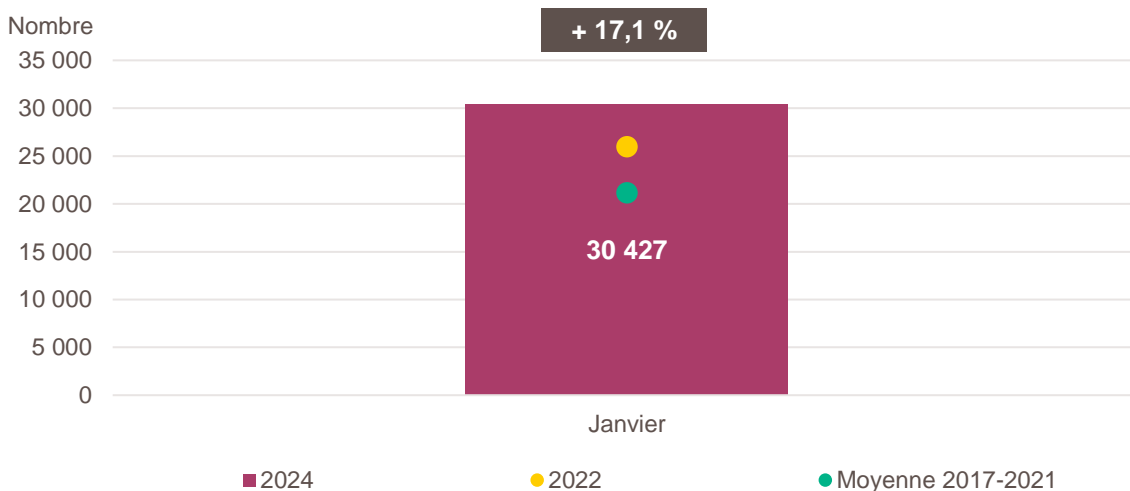


Avertissement : Les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Île-de-France en janvier 2024

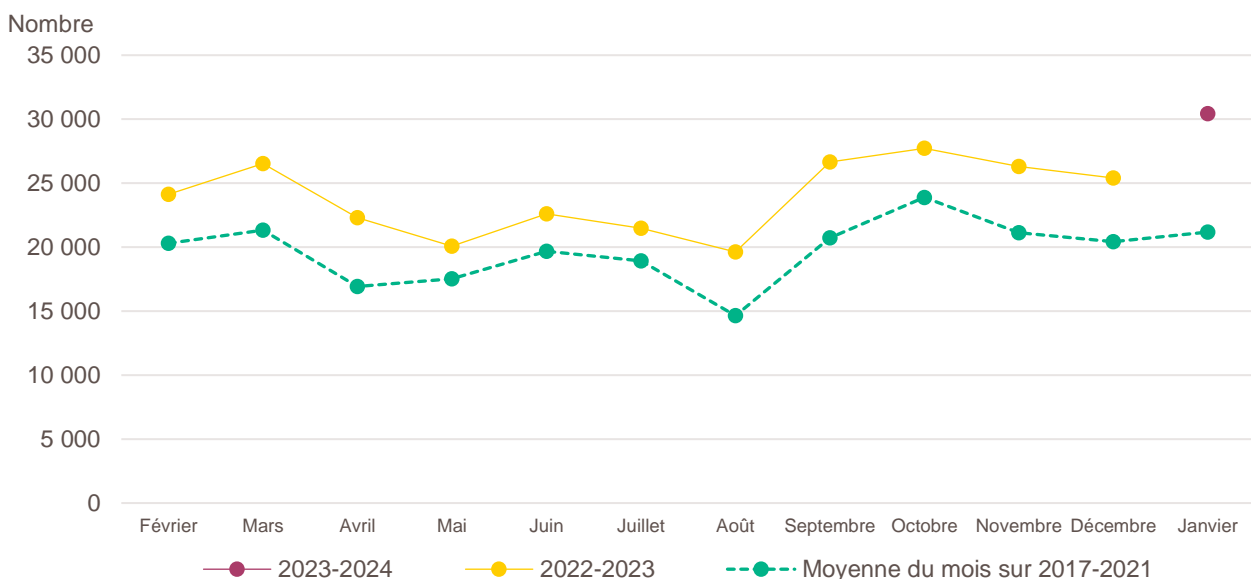


Lecture : en janvier 2024, 30 427 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit + 17,1 % par rapport à janvier 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations est de 21 178 pour le mois de janvier sur la période 2017-2021 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en février 2022, 24 135 entreprises ont été créées en Île-de-France et 20 304 en moyenne pour les mois de février 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution janvier 2022-2024 %
Activités secondaires	2 500	47,6	+ 23,6
Industrie	720	55,7	+ 33,1
Construction	1 780	44,3	+ 20,2
Activités de type commerce	6 535	61,2	+ 35,5
Commerce de détail	2 426	59,5	+ 29,2
Commerce de gros	646	39,3	- 15,1
Commerce de bouche ^a	59	47,5	+ 78,8
Commerce et réparation automobiles	463	46,7	+ 36,2
Hébergement	122	43,4	+ 121,8
Restauration	725	39,9	+ 85,4
Services en direction des personnes	2 094	82,1	+ 53,2
Activités de type services	21 392	63,8	+ 11,7
Immobilier	619	37,6	- 18,1
Transports et entreposage	3 886	80,1	+ 35,2
Activités scientifiques et techniques	6 840	60,7	- 9,9
Activités de soutien aux entreprises	2 611	70,2	+ 114,2
Information et communication	3 051	64,4	+ 40,1
Enseignement	1 458	82,5	+ 3,1
Arts, spectacles et activités récréatives	936	63,5	+ 43,1
Santé humaine et action sociale ^b	991	45,0	- 37,4
Activités financières et d'assurance	1 000	10,2	+ 14,5
Activités des sociétés holding	190	0,0	- 28,6
Total Île-de-France	30 427	61,9	+ 17,1

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en janvier 2024, 720 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 55,7 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 33,1 % par rapport à janvier 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

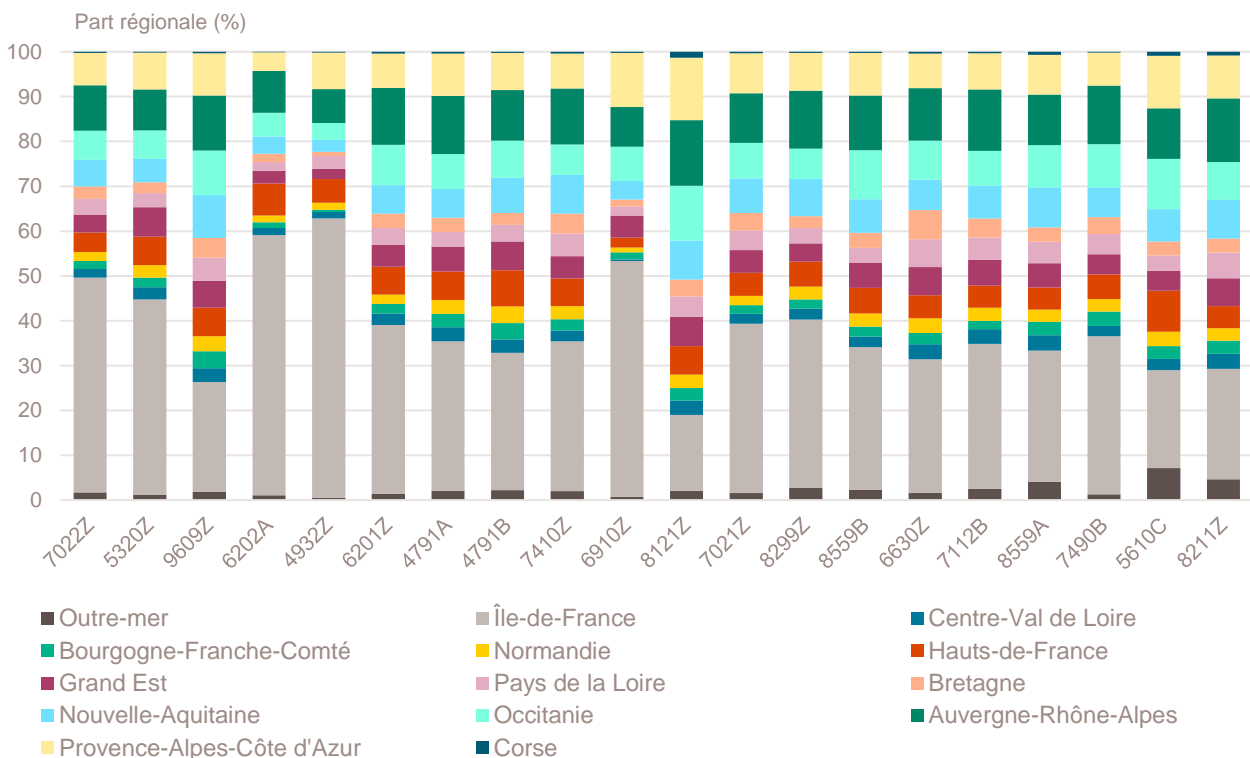
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution janvier 2022-2024 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 851	61,7	- 23,8
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 426	97,8	+ 21,7
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	1 374	90,5	+ 58,7
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1 163	53,9	+ 41,1
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	1 029	50,0	+ 68,7
6201Z-Programmation informatique	879	73,3	+ 38,6
4791A-Vente à distance sur catalogue général	789	72,0	+ 120,4
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	761	71,5	+ 33,5
7410Z-Activités spécialisées de design	676	84,0	+ 7,0
6910Z-Activités juridiques	652	4,0	+ 26,8
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	644	82,6	+ 111,1
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	633	79,5	- 55,5
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	555	84,9	+ 187,6
8559B-Autres enseignements	508	89,8	- 13,5
6630Z-Gestion de fonds	498	0,4	+ 61,7
7112B-Ingénierie, études techniques	361	55,1	+ 24,9
8559A-Formation continue d'adultes	332	54,2	- 9,5
7490B-Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	329	72,0	+ 37,1
5610C-Restauration de type rapide	329	27,1	+ 58,9
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	321	67,6	+ 85,5

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, janvier 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

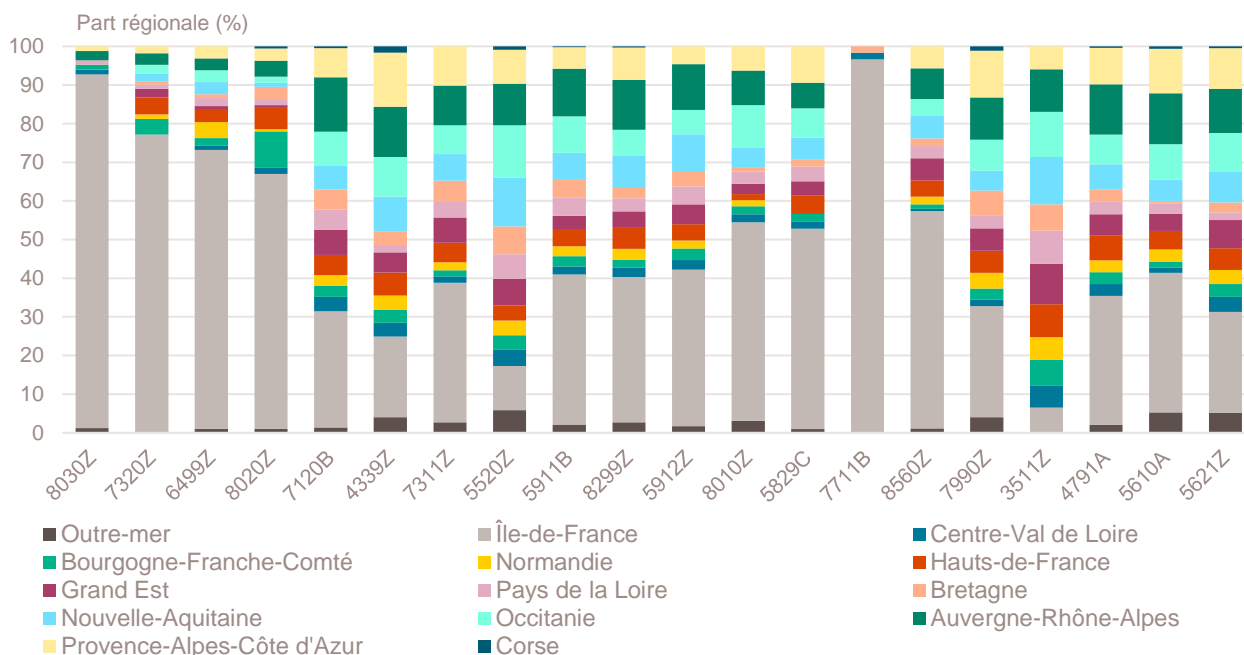
Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution janvier 2022-2024 %
8030Z-Activités d'enquête	76	96,1	+ 2 433,3
7320Z-Études de marché et sondages	210	96,2	+ 813,0
6499Z-Autres acti. de serv. financiers, hors assur. et caisses de retraite, n.c.a.	70	4,3	+ 677,8
8020Z-Activités liées aux systèmes de sécurité	126	87,3	+ 425,0
7120B-Analyses, essais et inspections techniques	64	37,5	+ 392,3
4339Z-Autres travaux de finition	88	69,3	+ 300,0
7311Z-Activités des agences de publicité	198	67,7	+ 219,4
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	88	42,0	+ 193,3
5911B-Production de films institutionnels et publicitaires	148	66,2	+ 190,2
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	555	84,9	+ 187,6
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	96	87,5	+ 182,4
8010Z-Activités de sécurité privée	98	36,7	+ 164,9
5829C-Édition de logiciels applicatifs	55	50,9	+ 161,9
7711B-Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers	58	1,7	+ 132,0
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	198	95,5	+ 130,2
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	50	80,0	+ 127,3
3511Z-Production d'électricité	140	2,1	+ 125,8
4791A-Vente à distance sur catalogue général	789	72,0	+ 120,4
5610A-Restauration traditionnelle	220	39,1	+ 117,8
5621Z-Services des traiteurs	121	72,7	+ 116,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 49 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, janvier 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

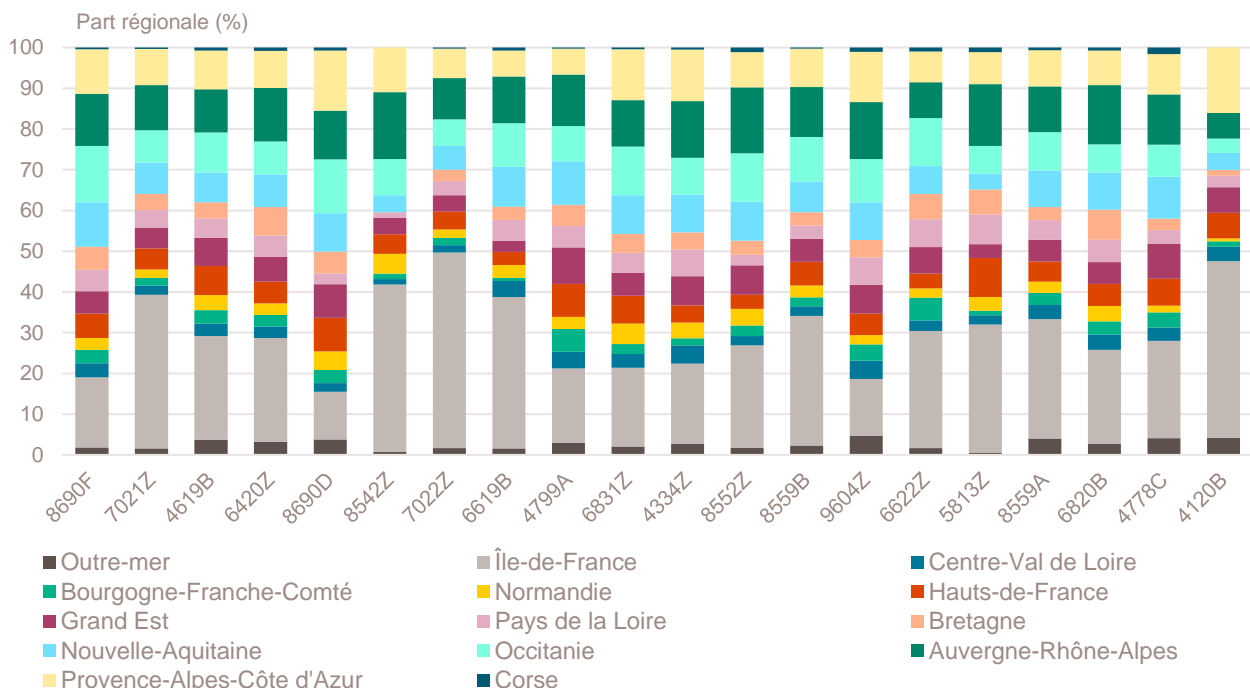
Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution janvier 2022-2024 %
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	196	91,3	- 79,7
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	633	79,5	- 55,5
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	132	81,8	- 55,4
6420Z-Activités des sociétés holding	190	0,0	- 28,6
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	95	16,8	- 25,2
8542Z-Enseignement supérieur	60	95,0	- 25,0
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 851	61,7	- 23,8
6619B-Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	94	57,4	- 22,3
4799A-Vente à domicile	239	12,6	- 20,6
6831Z-Agences immobilières	320	69,4	- 20,0
4334Z-Travaux de peinture et vitrerie	152	40,1	- 16,0
8552Z-Enseignement culturel	87	93,1	- 13,9
8559B-Autres enseignements	508	89,8	- 13,5
9604Z-Entretien corporel	104	86,5	- 13,3
6622Z-Activités des agents et courtiers d'assurances	88	43,2	- 12,0
5813Z-Édition de journaux	56	91,1	- 11,1
8559A-Formation continue d'adultes	332	54,2	- 9,5
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	183	4,4	- 9,4
4778C-Autres commerces de détail spécialisés divers	58	36,2	- 6,5
4120B-Construction d'autres bâtiments	62	17,7	- 1,6

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 49 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, janvier 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution janvier 2022-2024 %
Entreprises individuelles	21 416	70,4	+ 18,2
Micro-entrepreneurs	18 834	61,9	+ 17,2
Entreprises individuelles classiques	2 582	8,5	+ 26,3
Sociétés	9 011	29,6	+ 14,4
SARL & EURL	1 504	4,9	- 1,4
SAS & SASU	7 022	23,1	+ 18,4
SCI	27	0,1	+ 575,0
Autres ^a	458	1,5	+ 9,0
Total Île-de-France	30 427	100,0	+ 17,1

*a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.
Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.*

Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution janvier 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	2	0,0	+ 0,0
Rurale éloignée peu dense	2	0,0	- 33,3
Rurale périphérique très peu dense	70	0,2	+ 45,8
Rurale périphérique peu dense	593	1,9	+ 16,0
Bourg	1	0,0	---
Petite ville	16	0,1	- 15,8
Urbaine périphérique peu dense	385	1,3	+ 13,9
Urbaine dense	2 548	8,4	+ 21,7
Urbaine très dense	26 810	88,1	+ 16,7
Total Île-de-France	30 427	100,0	+ 17,1

*Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.*

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution janvier 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	14	0,0	+ 0,0
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	2 457	8,1	+ 10,3
Petites villes de demain (PVD)	431	1,4	+ 34,3
Actions cœur de ville (ACV)	1 500	4,9	+ 20,2

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé. La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

*Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.*

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution janvier 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	12 516	65,7	+ 8,9
01 - Ain	863	64,0	+ 18,2
03 - Allier	311	62,4	+ 22,0
07 - Ardèche	402	67,4	+ 10,7
15 - Cantal	112	56,3	+ 27,3
26 - Drôme	695	68,9	+ 2,2
38 - Isère	1 963	68,3	+ 8,4
42 - Loire	1 014	64,6	+ 8,7
43 - Haute-Loire	245	61,2	+ 34,6
63 - Puy-de-Dôme	776	64,8	+ 17,0
69 - Rhône	3 944	64,4	+ 3,7
73 - Savoie	760	66,6	+ 21,0
74 - Haute-Savoie	1 431	67,4	+ 5,9
Bourgogne-Franche-Comté	3 071	65,7	+ 13,1
21 - Côte-d'Or	667	65,5	+ 2,1
25 - Doubs	612	62,9	+ 16,8
39 - Jura	272	68,4	+ 19,8
58 - Nièvre	208	60,1	+ 22,4
70 - Haute-Saône	204	72,5	+ 18,6
71 - Saône-et-Loire	583	63,3	+ 9,8
89 - Yonne	393	69,2	+ 22,4
90 - Territoire-de-Belfort	132	72,0	+ 11,9
Bretagne	4 182	62,4	+ 21,3
22 - Côtes-d'Armor	720	60,4	+ 44,9
29 - Finistère	1 034	63,6	+ 21,9
35 - Ille-et-Vilaine	1 539	62,4	+ 17,3
56 - Morbihan	889	62,7	+ 12,4
Centre-Val de Loire	2 967	67,9	+ 9,5
18 - Cher	271	66,1	+ 4,2
28 - Eure-et-Loir	475	66,1	+ 9,2
36 - Indre	206	72,3	+ 10,2
37 - Indre-et-Loire	802	67,8	+ 4,7
41 - Loir-et-Cher	347	68,0	+ 3,3
45 - Loiret	866	68,4	+ 19,3
Corse	576	69,1	+ 14,3
2A - Corse-du-Sud	322	68,6	+ 12,2
2B - Haute-corse	254	69,7	+ 17,1
Grand Est	6 262	66,2	+ 17,1
08 - Ardennes	225	55,6	+ 13,1
10 - Aube	329	69,9	+ 13,1
51 - Marne	689	64,7	- 2,1
52 - Haute-Marne	122	70,5	- 1,6
54 - Meurthe-et-Moselle	851	69,6	+ 27,0
55 - Meuse	142	62,0	+ 21,4
57 - Moselle	1 107	70,9	+ 23,4
67 - Bas-Rhin	1 511	59,0	+ 10,9
68 - Haut-Rhin	931	69,6	+ 31,1
88 - Vosges	355	71,8	+ 30,5

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution janvier 2022-2024 %
Hauts-de-France	6 530	68,1	+ 8,3
02 - Aisne	498	67,3	+ 35,0
59 - Nord	3 171	68,0	+ 3,1
60 - Oise	1 019	69,6	+ 23,1
62 - Pas-de-Calais	1 301	68,8	+ 7,3
80 - Somme	541	65,1	- 1,1
Île-de-France	30 427	61,9	+ 17,1
75 - Paris	9 472	50,0	+ 21,3
77 - Seine-et-Marne	2 486	68,7	+ 17,2
78 - Yvelines	2 707	70,4	+ 15,6
91 - Essonne	2 528	70,9	+ 29,6
92 - Hauts-de-Seine	3 964	60,8	+ 16,6
93 - Seine-Saint-Denis	3 916	69,3	+ 7,6
94 - Val-de-Marne	2 957	66,7	+ 8,0
95 - Val-d'Oise	2 397	66,2	+ 20,4
Normandie	3 361	65,9	+ 9,9
14 - Calvados	785	66,5	+ 6,7
27 - Eure	613	67,9	+ 7,7
50 - Manche	410	62,7	+ 10,2
61 - Orne	252	67,9	+ 46,5
76 - Seine-Maritime	1 301	65,3	+ 7,5
Nouvelle-Aquitaine	8 253	67,1	+ 8,3
16 - Charente	376	66,2	+ 16,4
17 - Charente-Maritime	858	66,8	- 3,6
19 - Corrèze	244	66,8	+ 16,2
23 - Creuse	100	66,0	+ 23,5
24 - Dordogne	509	70,3	+ 12,9
33 - Gironde	2 996	68,1	+ 17,0
40 - Landes	606	67,2	+ 12,0
47 - Lot-et-Garonne	379	66,5	+ 2,4
64 - Pyrénées-Atlantiques	985	63,1	+ 0,7
79 - Deux-Sèvres	302	58,3	+ 4,1
86 - Vienne	473	71,9	- 15,2
87 - Haute-Vienne	425	68,7	+ 14,6
Occitanie	9 315	67,0	+ 10,2
09 - Ariège	185	67,6	+ 5,7
11 - Aude	473	68,9	+ 9,5
12 - Aveyron	267	57,7	+ 6,8
30 - Gard	1 082	68,5	+ 5,3
31 - Haute-Garonne	2 539	67,4	+ 10,5
32 - Gers	265	63,0	+ 28,0
34 - Hérault	2 210	64,4	+ 6,2
46 - Lot	199	66,8	+ 17,8
48 - Lozère	87	60,9	+ 45,0
65 - Hautes-Pyrénées	288	68,8	+ 3,6
66 - Pyrénées-Orientales	851	69,6	+ 26,4
81 - Tarn	525	69,9	+ 10,3
82 - Tarn-et-Garonne	344	71,5	+ 4,9

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Janvier 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution janvier 2022-2024 %
Pays de la Loire	4 764	64,8	+ 22,0
44 - Loire-Atlantique	2 089	64,4	+ 14,5
49 - Maine-et-Loire	981	67,6	+ 31,0
53 - Mayenne	304	65,1	+ 17,8
72 - Sarthe	589	67,6	+ 24,0
85 - Vendée	801	60,2	+ 33,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 729	65,8	- 0,2
04 - Alpes-de-Haute-Provence	234	69,7	- 2,9
05 - Hautes-Alpes	251	64,5	+ 16,2
06 - Alpes-Maritimes	2 750	64,8	+ 10,3
13 - Bouches-du-Rhône	3 709	63,7	- 7,7
83 - Var	1 809	68,7	- 4,7
84 - Vaucluse	976	71,2	+ 11,2
France métrop. hors Île-de-France	71 526	66,2	+ 10,0
France métropolitaine	101 953	64,9	+ 12,0
France d'outre-mer	3 232	50,8	+ 19,5
971 - Guadeloupe	699	61,4	+ 21,4
972 - Martinique	1 065	33,6	+ 0,3
973 - Guyane	335	54,3	+ 106,8
974 - La Réunion	982	61,3	+ 24,0
976 - Mayotte	151	47,7	+ 33,6
France entière	105 185	64,5	+ 12,2

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du Système d'Information de la Démographie des Entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base de l'ANCT pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 18/06/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de janvier 2024. Bpifrance Création, juin 2024 ».

Contact : [utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)